



## **ACCORD-CADRE DE SERVICES**

### **Cahier des Clauses Particulières Commun N°25-05**

<p><b>Objet de la consultation :</b> <b>PRESTATIONS DE GARDIENNAGE ET DE SURVEILLANCE DES SITES DE L'UTLN</b></p>
---

**Appel d'offres ouvert – Articles R. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du  
Code de la commande publique**

**Acheteur :**

**Université de Toulon**

CS 60584 83041 TOULON Cedex 9

Tél. : +33 0494142688

*Le présent accord-cadre est régi par le CCAG FCS 2021, sauf dispositions contraires  
stipulées dans le présent CCP.*

# Sommaire

<b>1. Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales .....</b>	<b>4</b>
1.1 Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2 Décomposition en lots et fractionnement à bons de commande .....	4
1.3 Conditions de passation des bons de commande.....	5
1.4 Durée de l'accord-cadre.....	5
1.5 Prolongation des délais d'exécution.....	6
1.6 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel .....	6
1.7 Mesures de sécurité .....	6
1.8 EXIGENCES, QUALIFICATIONS ET HABILITATIONS .....	6
<b>2. Pièces constitutives de l'accord-cadre.....</b>	<b>9</b>
<b>3. Forme des notifications et informations au titulaire .....</b>	<b>10</b>
<b>4. Prix – Variation des prix .....</b>	<b>10</b>
4.1 Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre .....	10
4.2 Forme et Variation des prix.....	10
<b>5. Retenue de garantie .....</b>	<b>12</b>
<b>6. Avance .....</b>	<b>12</b>
6.1 Modalités de règlement de l'avance.....	12
6.2 Modalités de remboursement de l'avance.....	12
<b>7. Règlement des comptes au titulaire .....</b>	<b>13</b>
7.1 Modalités de règlement du prix.....	13
7.2 Délais de paiement.....	15
7.3 Intérêts moratoires.....	15
7.4 Règlement en cas de groupements économiques .....	15
<b>8. Modalités d'exécution de l'accord-cadre.....</b>	<b>15</b>
8.1 Conditions d'exécution des prestations.....	15
8.2 Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande.....	16
8.3 Modalités d'intervention dans les locaux de l'acheteur.....	16
8.4 Prestations spécifiques AU LOT 1 .....	21
8.5 Modification de l'accord-cadre .....	25
8.6 Prestations supplémentaires ou modificatives .....	26
<b>9. Respect des principes de laïcité et de neutralité .....</b>	<b>26</b>
<b>10. Constatation de l'exécution des prestations .....</b>	<b>28</b>
10.1 Opérations de vérification et décisions .....	28
10.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	28

<b>11. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles .....</b>	<b>28</b>
<b>12. Pénalités et primes .....</b>	<b>28</b>
12.1 Pénalités de retard dans l'exécution des prestations .....	28
<b>13. Garanties .....</b>	<b>30</b>
<b>14. Assurances .....</b>	<b>30</b>
<b>15. Différends .....</b>	<b>30</b>
<b>16. Dispositions en cas d'intervenants étrangers .....</b>	<b>30</b>
<b>17. Résiliation de l'accord-cadre .....</b>	<b>31</b>
17.1 Résiliation pour faute.....	31
17.2 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	31
<b>18. Clauses techniques communes aux deux lots .....</b>	<b>31</b>
18.1 Détail des prestations par poste .....	31
<b>19. Dérogations aux documents généraux.....</b>	<b>35</b>

# 1. Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales

## 1.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre porte sur les : Prestations de gardiennage et de surveillance concernant l'UTLN, pour la sécurité des biens et des personnes, en 2 lots géographiques

Chaque lot contient 4 postes

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies à l'article *Clauses techniques* ci-dessous.

## 1.2 Décomposition en lots et fractionnement à bons de commande

Les prestations sont réparties en 2 lots géographiques traités par accords-cadres séparés désignés ci-après :

- Lot n°01 : Prestations sur les campus universitaires de La Garde/La Valette
- Lot n°02 : Prestations sur le campus universitaire de Toulon et s'applique aux deux bâtiments ERP de 1ère catégorie, soit la Faculté de Droit (bât P) et le bâtiment Ingémédia (bât PI)

et pour tout autre prestations dans le cadre d'une extension de périmètre de l'université de Toulon Cf. clause de réexamen prévue à l'article 8.5 du présent CCP.

### **Poste 1 : prestations de sécurité mobile par interventions sur déclenchements d'alarmes**

La prestation consiste en l'intervention d'un ou plusieurs agents détenteurs du Titre à Finalité Professionnelle (TFP) Agent de Prévention et de Sécurité (APS) lors des déclenchements d'alarmes intrusion, incendie ou ascenseur (appel pompier).

**NB :** L'intervention d'un agent déjà en place dans le cadre de deux prestations énoncées ci-dessous, n'entre pas dans le cadre de cette prestation du poste 1.

### **Poste 2 : rondes**

Il s'agit d'un contrôle physique en extérieur ou intérieur, à horaires prédéfinis ou aléatoire, pouvant ou non nécessiter l'intervention d'un véhicule.

**NB :** Ne sont pas comptabilisées dans cette prestation, les rondes opérées dans le cadre des prestations occasionnelles de sécurité, de gardiennage et de surveillance ou dans les mises à disposition permanentes d'un agent TFP APS / diplôme Service de Sécurité Incendie et d'Assistance aux Personnes (SSIAP).

### **Poste 3 : prestations occasionnelles de sécurité, de gardiennage et de surveillance**

Un gardiennage ponctuel par un ou plusieurs agents de sécurité qualifiés TFP APS / Diplôme SSIAP1 peut être demandé par l'UTLN (durée inférieure à 1 mois), en cas de :

- Manifestations événementielles sur les campus de l'UTLN ;

- Besoins d'interventions exceptionnelles et urgentes pour divers motifs de sûreté et/ou de sécurité ;
- Prestations pour pallier l'absence ou le manque temporaire de personnels de sûreté et/ou agent qualifié SSIAP internes à l'UTLN.

#### **Poste 4 : prestations de longue durée de mise à disposition d'un agent CQP / SSIAP (1 mois ou plus).**

La mise à disposition de personnels par le prestataire consiste alors à pallier le manque de postes en interne.

**NB :** Dans le cadre du poste 1, le recours au poste 4, à savoir mise à disposition de longue durée d'un ou plusieurs agents TFP APS / SSIAP1 reste, à ce jour et notamment, utilisé dans le cadre du contexte sécuritaire national et le maintien du niveau VIGIPIRATE à un stade élevé.

**NB :** Dans le cadre du poste 4, le recours au poste 2, à savoir les rondes, reste pour l'instant exceptionnel.

Les prestations des différents lots font l'objet d'un fractionnement en bons de commande au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

### **1.3 Conditions de passation des bons de commande**

En précision de l'article 3.7.1 du CCAG FCS, le marché est exécuté par l'émission de bons de commande signés par le Président de l'Université ou le Responsable du service acheteur. Ces bons de commande sont adressés au titulaire par télécopie, par courriel ou par courrier ou tout autre moyen permettant de donner date certaine. Le titulaire devra vérifier que tout bon de commande, qui arrive par courrier, est bien une première commande et non une confirmation de télécopie ou de commande en ligne.

Ces bons de commande devront indiquer, outre les mentions légales obligatoires :

- Le **numéro du marché (25-05) lot N°** ;
  - Les coordonnées précises du service acheteur : nom du service, nom du responsable, adresse précise ;
  - Les désignations et les quantités détaillées des prestations concernées ;
  - Le prix HT ;
- Le taux de TVA ;
- Le prix TTC.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché.

### **1.4 Durée de l'accord-cadre**

Le marché est conclu pour une période initiale d'un (1) an à compter du 1er janvier 2026 ou à la date de notification si celle-ci est postérieure.

Il est renouvelable 3 fois un (1) an, par reconduction tacite (sauf dénonciation expresse d'une des parties par lettre recommandée avec AR, 4 mois avant la date de notification), sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 4 ans.

La non-reconduction du lot de l'accord-cadre ne donne pas lieu au versement d'indemnités.

Conformément à l'article R2112-4 du CCP, le Titulaire du marché ne peut s'opposer à la reconduction du marché public. En cas de refus, le Titulaire s'expose à des actions civiles et pénales. De plus, l'université pourra demander de faire exécuter le marché par un tiers aux frais et risques du Titulaire et d'intenter une action en demande d'indemnisation.

Conformément à l'article R2162-5 du C.C.P., les bons de commande sont notifiés pendant la période de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution peut se prolonger au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre sans méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique.

### 1.5 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG FCS sont seules applicables.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG FCS, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence de l'acheteur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

### 1.6 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel

Le titulaire ainsi que l'acheteur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

En cas de méconnaissance de la réglementation relative au traitement des données par le titulaire, il sera fait application d'une ou de plusieurs pénalité(s) selon les modalités suivantes :

Cf. législation

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute.

### 1.7 Mesures de sécurité

Le titulaire est tenu d'observer les dispositions particulières relatives à la sécurité sur les sites d'intervention qui lui sont communiquées par l'acheteur dans les conditions définies à l'article 5.3 du CCAG. Les dispositions particulières de sécurité sur les sites d'intervention seront communiquées de la manière suivante : Affichage public.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

### 1.8 EXIGENCES, QUALIFICATIONS ET HABILITATIONS

Les prestations doivent obéir aux exigences réglementaires de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié pour les ERP, notamment s'agissant des articles MS (moyens de secours) et aux exigences de l'arrêté du 2 mai 2005 concernant le cadre d'emploi.

Le prestataire s'engage à se conformer aux règlements et normes en vigueur au moment de

la signature du contrat et durant toute la période de validité de celui-ci, notamment en matière de sécurité du travail, de sécurité incendie et de sûreté.

Le prestataire doit répondre aux dispositions réglementaires régissant d'une part l'activité des sociétés de sécurité privée en France et d'autre part, la sécurité-incendie en ERP.

Dès la présentation de son offre et pendant toute la durée du marché, le prestataire devra pouvoir se justifier auprès de l'université de son affiliation au CNAPS.

### **Transfère de personnel**

Conformément à la réglementation, la liste du personnel susceptible d'être transféré dans le cadre du nouvel accord-cadre est en annexe 1 du présent document. L'état civil et tous les renseignements nécessaires à la reprise de ceux-ci seront transmis directement par le titulaire sortant au nouveau titulaire. De même, le titulaire du présent marché accepte de présenter lui-même en fin de marché la liste des agents concernés par une reprise et les modalités de transmission indiquées ci-dessus.

#### **1.8.1 Qualifications concernant les agents**

Les personnels employés par le titulaire du marché devront posséder, à *minima*, l'agrément ainsi que toutes les qualifications techniques nécessaires pour assurer les interventions, à savoir :

- Carte professionnelle Agent de Sécurité Privée à jour ;
- Habilitation électrique (HO-BS ou plus) ;
- Qualifications : Diplôme SSIAP (SSIAP 1 ou 2) et/ou TFP APS ;
  - À noter que pour le centre-ville Toulon (lot n°2), il sera systématiquement exigé à la fois la qualification SSIAP et la qualification TFP APS ;
- Formation de secourisme SST.

Ces qualifications doivent être à jour : recyclages obligatoires.

Le titre d'habilitation électrique devra être réalisé et signé par l'employeur et adressé sans délai à l'UTLN.

Les justificatifs des formations et les documents attestant des diplômes, certifications et recyclages, seront remis, au début et tout au long du marché, à l'acheteur sans que celui-ci n'ait besoin de les demander. Une transmission dématérialisée est fortement recommandée.

L'UTLN se réserve le droit de demander le changement immédiat d'un agent affecté, en cas d'inaptitude à l'emploi (inaptitude physique, professionnelle ou déontologique).

#### **1.8.2 Qualifications et autorisations concernant la société de gardiennage**

Le prestataire devra présenter l'attestation préfectorale d'aptitude professionnelle du dirigeant d'entreprise de surveillance et de gardiennage ainsi que l'arrêté préfectoral portant autorisation de fonctionnement d'une entreprise de surveillance et gardiennage.

Si le dirigeant ne dispose pas de l'attestation, le récépissé sera considéré comme valable.

Le prestataire devra présenter l'arrêté préfectoral portant autorisation de fonctionnement d'une entreprise de surveillance et gardiennage.

### 1.8.3 Dispositions particulières en cas de cotraitance ou de sous-traitance

#### **1.8.3.1 Cotraitance**

##### **Forme du GME**

Au regard de l'objet de la prestation, de l'importance et de l'urgence que celle-ci peut représenter pour l'établissement, son mode d'organisation opérationnelle entre les différents postes et sites ainsi que les différents opérateurs extérieurs associés, l'acheteur impose au groupement la forme solidaire.

Les paiements pourront cependant être réglés sur des comptes séparés dès lors que les prestations font l'objet d'une répartition des paiements entre les membres du groupement avec mention des modalités de cette répartition.

##### **Désignation du mandataire**

Le mandataire est désigné dans les documents du marché demandés à l'article 4 ci-dessous. Conformément à l'article 3.5.4 du CCAG FCS, en cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement devront désigner un nouveau mandataire. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit (8) jours à compter de la notification de la mise en demeure de l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de la notification devient le nouveau mandataire du groupement.

##### **Limite, tâches essentielles**

###### **Lot n°1**

« Au regard des exigences pointues en termes de déontologie, de l'importance du profil du candidat dans le choix de la présente offre et des contraintes inhérentes au Campus de La Garde/La Valette (nombreuses issues ouvertes au public) qui exige une connaissance experte des lieux, les prestations de sécurité mobile par intervention sur déclenchement d'alarmes, les rondes, les prestations occasionnelles de sécurité de gardiennage et de surveillance ainsi que les prestations de longue durée de mise à disposition d'un ou plusieurs agents TFP APS / SSIAP, sont considérées comme essentielles. Seul le mandataire sera habilité à les réaliser, sauf exceptions mentionnées au paragraphe 3.3.2

###### **Lot n°2**

« Au regard des exigences pointues en termes de déontologie, à l'importance du profil du candidat dans le choix de la présente offre et à la complexité structurelle du Campus de Toulon qui exige une connaissance experte des lieux, les prestations de sécurité mobile par intervention sur déclenchement d'alarmes, de rondes, les prestations occasionnelles de sécurité de gardiennage et de surveillance ainsi que les prestations de longue durée de mise à disposition d'un ou plusieurs agents TFP APS / SSIAP, sont considérées comme essentielles. Seul le mandataire sera habilité à les réaliser, sauf exceptions mentionnées au paragraphe 3.3.2.

#### **1.8.3.2 Sous-traitance – Limite, tâches essentielles**

La sous-traitance est prévue conformément aux dispositions des articles du chapitre III, Titre IX du Livre 1<sup>er</sup> de la partie réglementaire du CCP. La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.



Aussi, le titulaire applique les conditions de la LOI n° 2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés, qui encadre les dispositions liées à la sous-traitance des activités privées de sécurité. A ce titre la loi prévoit que :

- Aucune prestation de sécurité privée ne peut être entièrement sous-traitée ;
- La prestation de sécurité privée ne pourra être confiée qu'à des sous-traitants de premiers et deuxièmes rangs ;
- Le titulaire ne pourra sous-traiter qu'à la double condition de :
  - Justifier de l'absence de savoir-faire au sein de ses équipes, de manque de moyens techniques ou d'une insuffisance momentanée de personnel ;
  - Recevoir la validation du pouvoir adjudicateur, par définition de l'Université de Toulon, pour cette justification de sous-traitance ;

### Lot n°1

Le recours exceptionnel à la sous-traitance pourra être accepté sur les Campus de La Garde / La Valette et Draguignan dans des circonstances qui nécessitent à la fois urgence et forte amplitude des moyens humains. Ce recours sera toutefois soumis à autorisation de l'UTLN.

### Lot n°2

Au regard de la complexité et du caractère sensible des bâtiments du campus du centre-ville de Toulon, la sous-traitance sur ce campus n'est pas acceptée. A titre dérogatoire à cette règle et sur acceptation du pouvoir adjudicateur, en cas d'urgence le titulaire pourra avoir recours à la sous-traitance de manière exceptionnelle sur le site de Toulon Centre-ville sans que cela ne puisse donner lieu à une pratique régulière.

Le recours à un intervenant extérieur par le titulaire ne peut donner lieu à une modification des tarifs horaires appliqués.

## 2. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement, par lot, et ses éventuelles annexes financières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi
  - Le bordereau des prix unitaires, par lot
- Le présent cahier des clauses particulières commun (CCP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi
  - Liste de reprise du personnel

L'acte d'engagement et le CCP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document

- Le cadre de réponse obligatoire du mémoire technique (annexe à l'acte d'engagement) de 20 pages maximum recto-verso (hors annexes maximum 10 pages) par lot
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures

courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021).

- . L'attestation de visite par lot (en dernière page de l'acte d'engagement)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

### 3. Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

## 4. Prix – Variation des prix

### 4.1 Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre

Le prix du présent accord-cadre est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'article *Variation du prix* ci-dessous.

#### 4.1.1 Contenu des prix

Les prix proposés par les candidats doivent être complets.

Ils doivent notamment inclure tous les frais de déplacement, de séjour et de formation des personnels, y compris les périodes de formation des agents nécessaire à la connaissance des bâtiments, des équipements et à la passation des consignes.

Si nécessaire, les prestataires distingueront les coûts horaires pour un SSIAP1, un SSIAP2, un SSIAP1/CQP, un SSIAP2 /CQP.

### 4.2 Forme et Variation des prix

Les prix applicables au présent marché sont mixtes (forfaitaires et unitaires) et sont ceux figurant aux annexes financières de l'acte de d'engagement (une par lot). Tous les montants sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) selon les taux et règles en vigueur au moment de l'exécution de la prestation.

L'unité monétaire est l'euro

Les prix des accords-cadres sont révisables.

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date limite de remise de l'offre par le titulaire.

Ce mois est appelé « mois zéro ».

#### 4.2.1 Modalités de révision des prix de l'ensemble des lots

Les prix sont révisables.

Les prix sont fermes pendant la première année de l'accord-cadre

Les prix sont ensuite révisables, à la condition que l'accord-cadre soit reconduit.

La révision s'effectue par ajustement une fois par an, **à chaque date d'anniversaire de notification de l'accord-cadre**, sous réserve d'un préavis de deux (2) mois adressé à l'université, par lettre recommandée avec accusé de réception accompagnée du nouveau bordereau de prix daté et signé du titulaire ou par mail. En cas de non-respect de ce délai de prévenance l'acheteur se réserve le droit de ne pas prendre en compte la demande de révision. Les tarifs resteront inchangés pour la nouvelle période.

L'UTLN dispose alors d'un délai d'un mois à compter de la date probante de la réception des nouveaux tarifs pour faire connaître ses observations sur ceux-ci ainsi que son acceptation. L'accord du pouvoir adjudicateur doit être exprès (courrier, courrier électronique) et émané du service des achats (Université de Toulon -CS 60584 – 83041 Toulon cedex 9 - Direction des affaires financières – Pôle achat – [pole.achat@univ-tln.fr](mailto:pole.achat@univ-tln.fr) ).

La formule applicable en cas de reconduction du marché sera la suivante :

$$Pr = Pi [0.125 + (0.875 \times (X1/X0))]$$

Pr = Prix révisé

Pi = Prix initial

X0 = Indice du coût du travail - Coût horaire - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en 2020 **Identifiant 010762014**

– Mois zero

X1 = Indice INSEE Coût horaire - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en 2020 **Identifiant 010762014**

– dernière valeur connue au trimestre de la date de révision, il ne sera pas fait application de révision provisoire.

L'ajustement des prix s'opère en baisse comme en hausse.

Au regard de cet ajustement, la révision sera effectivement appliquée sur les prestations réalisées au cours de la période annuelle qui suit la date anniversaire de la notification du marché.

**La clause limitative dite « de butoir »** s'applique à tous les prix : l'évolution du prix ne sera limitée à une augmentation de 3 % maximum l'an.

**La clause limitative dite « de sauvegarde »** s'applique : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 3 % l'an.

## 5. Retenue de garantie

Sans objet

## 6. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée aux titulaires des lots de montants supérieurs au seuil fixé par le code précité, sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG, l'option retenue pour les avances est l'option A.

Ainsi :

- Lorsque le titulaire, ou le sous-traitant, est une petite ou moyenne entreprise (PME) au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.
- Lorsque le titulaire, ou le sous-traitant, n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée de l'accord-cadre, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance sera versée en fonction du montant de chacun des bons de commande, sous réserve que le montant du bon de commande soit supérieur à 50 000 € HT et que sa durée d'exécution soit supérieure à 2 mois.

### 6.1 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois.

### 6.2 Modalités de remboursement de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC de l'accord-cadre selon la formule suivante :

$$\begin{aligned} &\text{Montant du remboursement} \\ &= \\ &\text{Montant de l'avance} \times (X - 65) / 15 - \text{avance déjà remboursée} \\ &\quad (\text{Avec } X = \text{le \% d'avancement des prestations}) \end{aligned}$$

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande de paiement, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitants).

## 7. Règlement des comptes au titulaire

### 7.1 Modalités de règlement du prix

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées :

#### Pour le poste 1

- Tarif forfaitaire pour abonnement veille ;
- Prix unitaire forfaitaire par intervention. Le prix ne subit pas de modification en fonction du moment de la journée (heure de jour ou heure de nuit). Il ne subit pas non plus de modification en fonction de la durée de l'intervention.

#### Pour le poste 2

- Coût horaire du lundi au samedi : heures de jour ;
- Du lundi au samedi (hors dimanches et jours fériés) : heures de jour ;
- Coût horaire du lundi au samedi : heures de nuit\* ;
- Coût horaire dimanches et jours fériés : heures de jour ;
- Coût horaire dimanches et jours fériés : heures de nuit\* ;
- Forfait journalier de mise à disposition d'un véhicule du lundi au samedi inclus ;
- Forfait journalier de mise à disposition d'un véhicule les dimanches et jours fériés.

\* Est considéré comme travailleur de nuit tout salarié - homme ou femme - qui accomplit son travail pendant la période de nuit (21 h - 6 h ou période fixée par accord).

#### Pour le poste 3

- Coût horaire de jour du lundi au samedi, TFP APS / SSIAP 1 ;
- Coût horaire de jour du lundi au samedi, TFP APS / SSIAP 2 ;
- Coût horaire de nuit du lundi au samedi, TFP APS / SSIAP 1 ;
- Coût horaire de nuit du lundi au samedi, TFP APS / SSIAP 2 ;
- Coût horaire de jour les dimanche et jours fériés, toutes qualifications confondues ;
- Coût horaire de nuit les dimanches et jours fériés, toutes qualifications confondues.

Les candidats pourront, sur l'annexe financière jointe au présent marché (une par lot), définir des tarifs différents selon le statut du personnel mis à disposition.

#### Pour le poste 4

Tarif forfaitaire au mois et à l'année.

Les candidats pourront, sur l'annexe financière jointe (une par lot) au présent marché, définir des tarifs différents selon le statut du personnel mis à disposition.

#### 7.1.1 Demande de paiement d'acompte

Lorsque le titulaire a droit au paiement d'acomptes conformément aux dispositions ci-dessus, la demande de paiement d'acompte est établie, conformément à l'article 11.2 du CCAG FCS, par le titulaire.

L'émission des factures relevant du forfait dans les conditions ci-dessus.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

### 7.1.2 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : 19830766200017.

### 7.1.3 Dispositions applicables en matière de facturation électronique

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries, il s'agira du numéro du bon de commande (4500XXXXX) ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement (ne rien mettre pour l'université de Toulon) ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

## **7.2 Délais de paiement**

Les délais dont dispose l'acheteur, ou son représentant, pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

## **7.3 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement des avances, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par l'accord-cadre) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

## **7.4 Règlement en cas de groupements économiques**

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaire ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

# **8. Modalités d'exécution de l'accord-cadre**

## **8.1 Conditions d'exécution des prestations**

La prestation devra être exécutée dans les délais prévus à l'article *Durée de l'accord-cadre – Délais d'exécution* de l'acte d'engagement.

Les prestations seront réalisées dans les conditions définies par l'article *Clauses techniques* ci-dessous.

L'adresse de réalisation des prestations sera précisée lors de l'émission de chaque bon de commande.

## 8.2 Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande

Les commandes sont faites suivant l'établissement des bons de commande.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception du bon de commande pour formuler ses réserves. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté.

## 8.3 Modalités d'intervention dans les locaux de l'acheteur

L'exécution du présent accord-cadre est soumise aux dispositions des articles R. 4511-1, R. 4511-2, R. 4511-3 et R. 4511-4, R. 4515-1 à R. 4514-8, R. 4514-9 et R. 4514-10 du Code du travail.

L'acheteur assure la coordination générale des mesures de prévention définies ci-après. Cependant chaque chef d'entreprise reste responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection de son personnel.

### •Obligation d'information préalable à l'inspection des sites :

Le titulaire doit transmettre par écrit à l'acheteur au plus tôt et avant toute intervention sur les sites de cette dernière :

- La date d'intervention sur le site ;
- La durée prévisible de la ou des interventions ;
- Le nombre prévisible de salariés devant intervenir ;
- Les noms et qualifications de la personne chargée de diriger l'intervention ;
- Les noms et références des sous-traitants et l'identification des prestations sous-traitées.

Il informera par ailleurs l'acheteur de l'intervention de tout nouveau salarié en cours d'exécution des prestations.

### •Inspection conjointe préalable des lieux d'intervention :

Une inspection commune des lieux de travail, des installations et des matériels éventuellement mis à la disposition du prestataire est effectuée préalablement à l'exécution de l'opération conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 à R. 4512-5 du Code du travail.

Au cours de cette inspection, l'acheteur ou son représentant communique au titulaire ou à son représentant habilité conformément aux dispositions de l'article R.4511-9 du Code du travail les consignes de sécurité applicables à l'opération qui concerneront ses salariés à l'occasion de leur travail ou déplacements.

Ils se communiquent par ailleurs toutes les informations nécessaires à la prévention des risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et matériels des différentes entreprises présentes sur un même lieu d'intervention.

### •Analyse préalable des risques :

À l'issue de cette inspection et au vu des informations et éléments recueillis, l'acheteur ou son représentant et le titulaire ou son représentant procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'intervention sur les sites de l'acheteur.



•Plan de prévention :

Un plan de prévention est établi par écrit et arrêté conjointement par l'acheteur et le titulaire avant tout commencement d'exécution des prestations si, conformément aux dispositions des articles R. 4512-6 à R. 4512-11 du Code du travail :

- Soit des risques existent ;
- Soit l'opération à effectuer par la ou les entreprises extérieures, ainsi que les entreprises sous-traitantes représentent un nombre d'heures prévisibles au moins égal à 400 heures sur 12 mois, que les interventions soient continues ou discontinues.

Ces dispositions seront applicables si, en cours d'exécution des prestations, il apparaît que le nombre d'heures de travail doit atteindre 400 heures ou si des risques sont nouvellement apparus.

•Obligations du titulaire ou de son représentant :

Le titulaire ou son représentant doit, avant tout commencement d'exécution des prestations et sur les lieux même de leur intervention, faire connaître à l'ensemble des salariés et sous-traitants affectés à la réalisation de la prestation les consignes de sécurité applicables qui lui ont été communiquées par l'acheteur.

Le titulaire informe par ailleurs de ces consignes tout nouveau salarié ou sous-traitant intervenant sur les sites de l'acheteur en cours d'exécution de la prestation.

Le prestataire s'engage dans le présent marché à respecter le code de déontologie des personnes physiques ou morales exerçant des activités privées de sécurité (Décret n°2012-870 du 10 juillet 2012.)

Les agents doivent :

- Être de moralité irréprochable ;
- Savoir faire preuve d'une discrétion absolue dans toutes les interventions et respecter les clauses de confidentialité ;
- Connaître parfaitement l'établissement et les équipements concernés ;
- Être aptes à rédiger un compte-rendu et posséder une parfaite maîtrise du vocabulaire professionnel ;
- Être formés par l'entreprise aux actions préventives de sécurité et aux programmes de sécurité liés au matériel en place ;
- Respecter la réglementation générale en matière d'hygiène et de sécurité ;
- Respecter les règles de politesse à l'égard de tous les usagers de l'université ;
- Respecter les conditions de la LOI n° 2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés

**Il est interdit aux agents, sur leur lieu de travail, de :**

- S'adonner à des activités susceptibles d'altérer la qualité de leur mission (télévision, jeux, etc.) ;
- Provoquer du désordre d'une façon quelconque ;
- D'enfreindre le règlement intérieur de l'UTLN ;
- De tenir ou d'écrire des propos dénigrants à l'encontre de l'UTLN et/ou de ses

personnels.

Le prestataire s'engage à rembourser, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une compagnie d'assurance avec laquelle il aura conclu une police à cet effet, le montant des vols ou des détériorations consécutives à une malveillance de son personnel.

Le prestataire sera responsable de tous les dommages ou accidents provoqués, du fait de ses interventions sur site. Il en assumera les conséquences financières ou autres.

D'autre part, l'UTLN se réservera le droit de demander au titulaire, le remplacement immédiat de tout membre de son personnel ayant manifestement manqué aux consignes de présent marché.

### **Obligation de discrétion, secret professionnel**

A l'occasion de leurs missions, les agents peuvent être amenés à avoir connaissance d'informations de nature confidentielle relatifs aux personnes, aux installations, aux matériels ou aux prises de position par rapport à des événements concernant directement l'UTLN. Ils ont à ce propos une obligation de discrétion et de confidentialité, y compris au-delà de la période de prestations.

De ce fait, le prestataire du marché s'engage à informer son personnel qu'il est astreint à observer toutes obligations relatives au secret professionnel concernant les informations et les documents dont ils ont eu connaissance lors de l'exécution du présent marché.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du présent article, l'université peut résilier le marché sans préjudice des éventuels dommages et intérêts.

### **Remplacement du personnel à la demande de l'UTLN :**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander le remplacement d'un personnel sans qu'il n'ait besoin de justifier sa demande. Le titulaire s'engage à répondre favorablement à cette demande dans le délai le plus court et sans que celui-ci ne puisse excéder 2 jours ouvrés, sans quoi des pénalités de retard seront appliquées.

#### **• Inspections et réunions périodiques :**

Si un plan de prévention a été arrêté conformément aux dispositions de l'article R. 4512-7 du Code du travail, l'acheteur ou son représentant à son initiative ou à la demande des chefs d'entreprises extérieures, organise s'il l'estime nécessaire des inspections et réunions périodiques afin d'assurer la coordination des mesures de prévention.

Les chefs d'entreprises convoqués ou leurs représentants sont tenus d'assister aux inspections ou réunions auxquelles ils ont été convoqués.

Les mesures prises à l'occasion de cette coordination font l'objet d'une mise à jour du plan de prévention.

Lorsque les prestations sont exécutées dans les locaux de l'acheteur, les interventions s'effectueront à l'intérieur de la plage horaire définie ci-après et appelée « *période d'intervention* » :

Jours et nuits (hors dimanches et jours fériés)

**Interlocuteur unique**

Le prestataire désignera un responsable de surveillance qui sera l'interlocuteur du ou des représentants de l'UTLN pour toutes les questions d'organisation et de suivi de la prestation. Cette personne devra rendre compte de la bonne réalisation des prestations attendues et des éventuelles difficultés rencontrées directement au responsable du pôle Logistique et Sécurité. En cas de changement d'interlocuteur, le prestataire devra en informer le responsable du pôle Sécurité / Sûreté et Logistique dans les 5 jours ouvrés sous peine de pénalités prévues à l'article 11.

**Moyens matériels****Cartes d'accès et clés**

Des cartes d'accès ainsi que des clés UTLN seront fournies par la DPST. Ces cartes et clés seront utilisées par les agents titulaires et remplaçants.

Le ou les agents devront porter systématiquement la carte fournie par l'UTLN et signaleront immédiatement toute perte éventuelle de cette carte ou clé.

**PC Sécurité**

La société devra bénéficier d'un PC sécurité fonctionnant 7 jours sur 7 et 24h/24, équipé d'une ligne téléphonique fixe et sécurisée, et situé dans un périmètre géographique permettant la visite par le client. Aucune astreinte à domicile n'est demandée. Le lieu du PC sécurité sera indiqué dans le cadre de réponse obligatoire.

**Véhicule**

Le ou les agents devront bénéficier de véhicules sérigraphiés appartenant au prestataire et être en position de service à l'extérieur dans un périmètre délimité par les communes limitrophes au campus universitaire La Garde / La Valette pour le lot n°1.

S'agissant des sites universitaires de Draguignan (Lot °1), le prestataire devra également pouvoir intervenir dans le meilleur délai possible.

Les véhicules devront être équipés de GPS et d'un système de géolocalisation afin d'optimiser la réactivité.

Une image contractuelle des véhicules figurera dans le cadre de réponse obligatoire.

**Protection travailleur isolé**

L'intervenant devra être équipé de la protection des travailleurs isolés (PTI).

**Tenue vestimentaire concernant les agents de sécurité y compris les stagiaires dépendant du prestataire**

Conformément à l'arrêté du 18 juillet 2023 relatif aux tenues des agents de sécurité pour l'application des articles L.613-4, L.613-8, et L.614-3 du code de la sécurité intérieure, les agents devront porter, lorsqu'ils exercent leurs missions, une tenue n'entraînant pas de confusion avec celles des agents des services publics, et notamment des services de police et de gendarmerie.

Cette tenue doit comporter :

Sur la poitrine, spécifiquement en haut à gauche, le numéro d'identification individuel à 7 chiffres de l'agent. Juste en dessous de ce numéro, doit se trouver l'insigne, représente la

dénomination ou le sigle de l'entreprise.

Au dos de la tenue, doit se trouver l'inscription sécurité privée.

Une photo contractuelle de la tenue figurera dans le cadre de réponse obligatoire.

Les agents devront également disposer d'un gilet de sécurité aux normes européennes.

### **Carte professionnelle**

Les agents devront pouvoir justifier en permanence de l'autorisation d'exercer leur fonction au moyen d'une carte professionnelle accompagnée d'un badge d'identification avec photo d'identité portée visiblement dans l'exécution des missions.

### **Communication de la liste nominative des agents affectés à l'exécution du marché**

Le prestataire doit communiquer, dès son offre, une liste nominative de 10 personnes d'intervention et de remplacement (avec carte professionnelle et photocopies des diplômes, extrait du casier judiciaire) amenées à intervenir sur le site.

Cette liste doit être mise à jour au 7 du premier mois de chaque trimestre et lors de chaque remplacement. Toute nouvelle personne doit obtenir l'accord du pouvoir adjudicateur.

Qu'il s'agisse de salariés ou de stagiaires, l'administration se réserve le droit de refuser l'accès à toute personne dont l'identité n'aura pas été communiquée au préalable et se réserve le droit d'examiner les situations administratives. Le président de l'UTLN, ou son représentant par délégation, pourra prendre une décision de refus d'accès pour situation administrative défavorable.

S'agissant des stagiaires amenés à intervenir sur les campus de l'UTLN, une copie de la convention les liant au prestataire sera remise sans délai au responsable du pôle Sécurité / Sûreté et Logistique.

Dans le cas où un agent serait identifié alors que son identité n'a pas été communiquée au préalable, l'UTLN appliquera des pénalités prévues au 11. Ce défaut de communication sera considéré comme une faute du titulaire au bout de 2 situations signalées.

### **Réunions de suivi, contrôle des prestations**

Des réunions de suivi des prestations seront organisées au moins une fois par semestre, en juin et en décembre.

Ces réunions auront pour objectif d'assurer un lien régulier entre le titulaire et l'UTLN.

Lors de ces réunions, seront abordés :

- Le bilan des 6 mois écoulés ;
- La conformité des prestations ;
- L'évolution des consignes, voir des moyens de sécurité en fonction des besoins ;
- Les propositions d'amélioration.

Par ailleurs, le titulaire se rendra disponible dans les 48h à la demande du pouvoir adjudicateur afin de faire le point chaque fois que l'UTLN le jugera nécessaire.

## 8.4 Prestations spécifiques AU LOT 1

### **Lieux d'exécution de la prestation pour le lot n°1**

Les campus concernés sont :

- CAMPUS UNIVERSITAIRE DE LA GARDE / LA VALETTE : surface totale des parcelles : 318 972 m<sup>2</sup>
- CAMPUS DRAGUIGNAN : surface totale des parcelles 5 620 m<sup>2</sup>

Étant donné les nécessités de proximité liées à des délais d'interventions les plus courts possibles, le prestataire déclarera si besoin, pour le campus de Draguignan, un sous-traitant répondant aux exigences de la réglementation en vigueur et des clauses du présent marché.

Les installations du CROUS comprises dans les bâtiments gérés par l'université, à savoir la cafétéria Le Béal (bâtiment Le Béal) sont intégrées dans le cadre des prestations du présent marché. Les aspects liés aux charges de responsabilités et aux refacturations sont définis dans le cadre d'une convention entre l'UTLN et le CROUS.

Les plans des sites seront fournis au prestataire à sa demande.

### **Véhicule utilisé pour les rondes**

Étant donné l'étendue du campus de La Garde / La Valette, l'agent de sécurité pourra se déplacer à pied ou utiliser un véhicule. Il s'agira soit d'un véhicule de l'UTLN mis à disposition du ou des personnels du prestataire, soit d'un véhicule fourni par le prestataire lui-même.

Tout véhicule fourni par l'université portera la signalétique « sécurité ».

Lorsque le véhicule est fourni par l'université, seules sont facturées les heures de présence du ou des agents sur le site concerné.

Lorsque le ou les véhicules sont fournis par le prestataire, seule donnera lieu à facturation, l'utilisation du ou des véhicules à l'intérieur du campus universitaire (quel que soit le site) et non le trajet des agents du prestataire pour se rendre sur leur lieu de travail.

S'agissant du site plus éloigné de Draguignan, les candidats pour le lot n°1 expliqueront dans leur mémoire les mesures qu'ils comptent prendre pour satisfaire à cette demande dans les délais d'urgence indiqués.

### **Tarifs pour le véhicule utilisé pour les rondes**

Coût de mise à disposition du véhicule à indiquer au BPU :

Forfait journalier d'un véhicule en semaine (lundi au samedi) même en période de fermeture de l'université

Forfait journalier d'un véhicule les dimanches et jours fériés, en période d'ouverture ou en période de fermeture de L'université

### **Calendriers et horaires d'intervention**

Les horaires sont mentionnés à titre indicatif et correspondent à la situation actuelle. Ils pourront être modifiés par rapport à l'organisation interne de l'UTLN. Ils seront réactualisés chaque début d'année universitaire ou en fonction de besoins particuliers.

**POSTE 1 : Interventions sur déclenchements d'alarmes**

La société devra systématiquement assurer les interventions sur les sites de l'UTLN lors des déclenchements d'alarmes, qu'il s'agisse d'alarme-intrusion, d'alarme-incendie ou d'alarme-ascenseur pendant :

- Tous les jours de 22h00 à 06h00 ;
- Les dimanches, jours fériés et pendant les périodes de fermeture administratives de l'UTLN, pendant toutes les périodes où il n'y a pas d'agent mis en place sur site dans le cadre du poste n°4.

**NB :**

Les périodes de fermeture administrative sont déterminées par le calendrier voté en conseil d'Administration en début d'année universitaire.

**POSTE 2 : Rondes**

Les rondes concernent principalement le site universitaire de La Garde/La Valette.

L'UTLN pourra demander des rondes à horaires prédéfinis ou à horaires aléatoires, de jour comme de nuit, en jour ouvrés comme en jours fériés, à un ou à plusieurs agents selon les besoins. Une disponibilité de 24h/24 et de 7j/7 est donc demandée.

En semaine, la surveillance du ou des sites se fera de préférence entre 5h30 et 7h30 et entre 20h00 et 23h00.

En week-end et jours fériés, la présence sera davantage en milieu de journée avec des plages horaires qui restent variables.

**POSTE 3 : Prestations ponctuelles**

Pour les événements programmés, l'UTLN s'engage à avertir le prestataire dans des délais raisonnables.

**Plan de formation des agents**

Le prestataire organisera une formation spécifique dédiée à ses agents, sur place, pour les sites qui le concernent.

Il est rappelé qu'aux termes de la réglementation (arrêté du 2.5.2005 article 3), la formation d'un nouvel arrivant doit être précédée de 2 périodes de travail en présence du public et réalisée en doublure avec un agent en poste. Cette obligation est portée à 3 périodes pour un SSIAP 2. Ces périodes doivent être représentatives des différents cycles quotidiens de travail.

Tout nouvel agent amené à intervenir en cours de marché sur un des sites de l'université suivra cette formation.

Cette formation est à charge du prestataire.

## **DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU LOT N°2**

### **Lieux d'exécution de la prestation pour le lot n°2**

Est concerné :

- le CAMPUS CENTRE-VILLE TOULON, qui comprend deux bâtiments ERP catégorie 1. La surface totale des parcelles est approximativement de 13 000 m<sup>2</sup> (pour les parcelles relevant de l'UTLN).

- Le restaurant l'Escarpe compris dans le bâtiment affecté à la Faculté de Droit à Toulon et géré par le CROUS, est intégré dans le cadre des prestations du présent marché. Les aspects liés aux charges de responsabilités et aux refacturations sont définis dans le cadre d'une convention entre l'UTLN et le CROUS.

Les plans du site seront fournis au prestataire à sa demande.

### **Détails pour le poste 1 (prestations de sécurité mobile par interventions sur déclenchement d'alarmes) : Spécificités au site de Toulon**

Si l'agent logé est présent à son domicile, il a la possibilité d'intervenir de sa propre initiative. Dans ce cas, des consignes précises seront données au prestataire.

### **Calendriers et horaires d'interventions**

Les horaires sont mentionnés à titre indicatif et correspondent à la situation actuelle. Ces horaires pourront être modifiés par rapport à l'organisation interne de l'UTLN qui est réactualisé chaque début d'année universitaire.

### **POSTE 1 : Interventions sur déclenchements d'alarmes**

La société devra systématiquement assurer les interventions sur le site de Toulon, lors des déclenchements d'alarmes, qu'il s'agisse d'alarme-intrusion, d'alarme-incendie ou d'alarme-ascenseur pendant :

- Tous les jours de 21 h à 6 h ;
- Les dimanches, jours fériés et pendant les périodes de fermeture administratives de l'UTLN, 24h/24h ;
- Le samedi à partir de 13h30 (selon la consigne qui sera donnée par le chef du service de sécurité pour Toulon).

#### **NB :**

Les périodes de fermeture administrative sont déterminées par le calendrier voté en conseil d'Administration en début d'année universitaire.

Les horaires ci-dessus sont mentionnés à titre indicatif. Ils pourront être modifiés au fur et à mesure des besoins. Des informations plus ciblées pourront être données afin d'assurer une parfaite jonction entre les prestations de sûreté opérées par le prestataire titulaire du présent marché et les prestations de sûreté effectuées en interne par les agents de l'UTLN.

### **POSTE 2 : Rondes**

Les rondes restent, pour l'instant, assez exceptionnelles pour le site de Toulon.

L'UTLN pourra demander des rondes à horaires prédéfinis ou à horaires aléatoires, de jour comme de nuit, en jour ouvrés comme en jours fériés, à un ou plusieurs agents selon les besoins. Une disponibilité de 24h/24 et de 7j/7 est donc demandée.

En semaine, la surveillance du ou des sites se fera de préférence entre 5h30 et 7h30 et entre 20h00 et 23h00.

En week-end et jours fériés, la présence sera davantage en milieu de journée avec des plages horaires qui restent variables.

### **POSTE 3 : Prestations ponctuelles**

Pour les événements programmés, l'UTLN s'engage à avertir le prestataire dans des délais raisonnables.

#### **Plan de formation des agents : deux types de formations.**

Le prestataire organisera une formation spécifique pour ses agents sur place pour les sites qui le concernent.

Il est rappelé qu'aux termes de la réglementation (arrêté du 2.5.2005 article 3), la formation d'un nouvel arrivant doit être précédée de 2 périodes de travail en présence du public et réalisée en doublure avec un agent en poste. Cette obligation est portée à 3 périodes pour un SSIAP 2. Ces périodes doivent être représentatives des différents cycles quotidiens de travail.

Tout nouvel agent amené à intervenir en cours de marché sur un des sites de l'université suivra cette formation. Cette formation est à charge du prestataire.

Le prestataire prendra à sa charge la formation sur la désincarcération des personnes bloquées en ascenseur et la conduite à tenir. Cette formation sera réalisée par la société de maintenance en charge des ascenseurs pour l'université. La facturation interviendra directement entre les 2 opérateurs économiques.

Cette formation devra être réalisée sur site pour la partie pratique et l'ensemble de la formation (théorique et pratique) devra avoir eu lieu dans les deux mois du démarrage du marché.

Une attestation devra parvenir au responsable du Pôle Logistique et Sécurité et au responsable unique de sécurité du campus Toulon dans la semaine qui suit la formation au maximum avant la fin du 1<sup>er</sup> trimestre d'exécution du marché.

### **Communication des informations**

Tous les documents et les informations à transmettre et/ou à communiquer au responsable du Pôle Sécurité / Sûreté et Logistique dans le cadre de ce marché, sont également à transmettre et /ou à communiquer au responsable du service Logistique et Sécurité du Campus Centre-ville Toulon pour le campus de Toulon.

### **Visite des lieux**

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'une visite obligatoire du site universitaire de Toulon sera prévue.

Elle se déroulera en présence du responsable du Service Logistique et Sécurité du Campus centre-Ville Toulon.

Une attestation de présence sera remise aux candidats qui effectueront la visite. Les offres des candidats qui ne pourront se prévaloir de cette attestation ne seront pas recevables.

Le prestataire sera ainsi réputé posséder la connaissance des lieux dont il devra assurer la surveillance. Il ne pourra par la suite invoquer une méconnaissance des lieux pour modifier son prix ou prétendre à une rémunération complémentaire de la part de l'UTLN.



## 8.5 Modification de l'accord-cadre

### **Clauses de réexamen**

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, les marchés peuvent être modifiés sans nouvelle procédure de passation de marché par simple Ordre de service (un avenant sera nécessaire uniquement dans les cas non cités ci-dessous). Ces modifications, quelle que soit leur valeur monétaire, sont prévues dans le présent CCP sous la forme de la présente clause de réexamen. Cette clause indique le champ d'application et la nature des éventuelles modifications ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage. Elle ne permet pas de modifications qui changeraient la nature globale du marché considéré.

#### **A. Changement de dénomination sociale, changement d'adresse et de coordonnées bancaires :**

En cas de changement de dénomination sociale ou changement d'adresse en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue de communiquer au pouvoir adjudicateur une attestation expliquant ce changement et tout justificatifs le cas échéant.

En cas de changement des coordonnées bancaires, intervenant en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue d'en informer le pouvoir adjudicateur et de lui communiquer un nouveau RIB. Ce nouveau RIB annule et remplace le précédent RIB et devient contractuel.

#### **B. Variation des prix :**

En cas de suppression d'indice et en l'absence de mise en place de série de raccordement ou d'indice de remplacement, le nouvel indice sera notifié par OS après demande préalable de validation au titulaire du marché. Dans un délai de deux semaines à compter de la proposition d'indice du Pouvoir adjudicateur, le silence gardé par le titulaire vaudra acceptation tacite de l'indice proposé

#### **C. La rémunération forfaitaire annuelle – Modification du périmètre d'intervention :**

Elle pourra être amenée à évoluer en plus ou en moins-value pour tenir compte de l'évolution du patrimoine de l'université de Toulon notamment dans les situations suivantes :

- Acquisition de nouveaux bâtiments
- Transfert de la gestion de bâtiment en copropriété
- Cession de patrimoine
- Opération de travaux impactant les prestations objet du marché.

Ces modifications seront réalisées par voie d'OS dans les conditions suivantes :

- Les modifications financières relatives à l'ajout de site à entretenir, ou à l'ajout de prestations, feront l'objet d'une demande de devis, le Titulaire s'engageant à facturer ces prestations à des tarifs similaires ou identiques à ceux issus du marché d'origine.
- En cas de réduction du nombre de sites, ou de suppression de prestation, la moins-value sera calculée en fonction du bordereau des prix pour le(s) site(s) concerné(s).

Le montant de la facturation tiendra compte de la date de prise d'effet de l'OS et sera calculé au *pro rata temporis* de la durée restant à courir.

#### **D. Prestations ponctuelles**

En cas de besoin supplémentaire ponctuel, un devis sera réalisé, le titulaire s'engageant à des

prix similaires au bordereau des prix.

### **Dispositions communes à la mise en œuvre des clauses de réexamen :**

Les clauses de réexamen ne pourront être activées que dans les hypothèses suivantes :

- Si elles n'entraînent pas de modifications substantielles au sens de l'article R2194-7 1° à 4° du Code de la Commande Publiques ;
- Si l'augmentation ou diminution financière générée par l'activation des clauses de réexamen n'entraîne pas une augmentation ou diminution totale du montant initial du marché supérieur à 5% (montant initial du marché)

Dans l'hypothèse où les demandes ne rempliraient pas les conditions mentionnées supra, elles ne pourront être traitées que par voie d'avenant.

La validation de la mise en jeu des clauses de réexamen fera l'objet d'un arbitrage préalable de l'acheteur. Dans l'hypothèse de l'acceptation des demandes, les modifications mentionnées supra feront l'objet d'une notification par OS accompagnée le cas échéant des documents financiers mis à jour et nécessaires au règlement des prestations modificatives, complémentaires ou supplémentaires. Tout autre document permettant la bonne exécution des nouvelles prescriptions, pourra également être joint et aura valeur contractuelle

## **8.6 Prestations supplémentaires ou modificatives**

Dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG FCS, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution de l'accord-cadre, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Comme le présent accord-cadre ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 23 du CCAG FCS.

## **9. Respect des principes de laïcité et de neutralité**

### **1- Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.**

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- D'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- S'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- Traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;

- Respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- D'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- De remédier aux éventuels manquements.

- 2- Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

- 3- Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées suivantes : ***referent-laicite@univ-tln.fr***

Il informe sans délai l'acheteur ou l'autorité concédante des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

- 4- Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur ou l'autorité concédante se réserve la faculté :

- Soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- Soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 250 euros par jour, puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

Le recours à un médiateur des entreprises est exclu au titre du manquement dit de laïcité.

## CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à conserver confidentielles les informations qui lui sont communiquées à l'occasion de la passation et de l'exécution du marché.

Ces informations ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire non appelés à participer à l'exécution des prestations, sauf si leur divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires échappant au contrôle du titulaire.

En outre, dès l'échéance du terme contractuel ou à la date d'effet de la résiliation du marché, le titulaire cesse toute exploitation active des informations de l'administration.

## **10. Constatation de l'exécution des prestations**

La réalisation de chaque commande fait l'objet de vérifications et décisions distinctes.

### **10.1 Opérations de vérification et décisions**

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions des articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS.

Concernant le moment des vérifications : il sera fait application de l'article 28.2 du CCAG FCS.

### **10.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet**

L'admission (et l'éventuel ajournement, réfaction et rejet) sera prononcée par l'acheteur conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

## **11. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles**

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG FCS seront applicables.

## **12. Pénalités et primes**

### **12.1 Pénalités de retard dans l'exécution des prestations**

Des pénalités seront appliquées en cas de retard dans l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S., toute pénalité due sera exigée dès le premier euro. Le champ d'application de la TVA ne s'applique pas sur les pénalités.

Des pénalités sont appliquées au titulaire en cas de non-respect des engagements contractuels, sauf s'il est justifié d'un cas de force majeure.

Toutes les pénalités sont cumulables.

S'il y a relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Le montant des pénalités, dont l'application aura au préalable été notifiée par écrit au titulaire,

sera déduit de la facture du mois concerné par l'Administration.

Les pénalités énumérées ci-dessous sont révisables dans les mêmes conditions que les prix du marché et sont déduites du montant TTC de la facture.

L'acheteur peut décider d'appliquer ou de ne pas appliquer les pénalités, de diminuer le montant des pénalités.

Lorsque les délais contractuels d'intervention et les conditions d'exécution des prestations définies au CCP sont dépassés par le fait du titulaire, et en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution, celui-ci encourt, après mise en demeure conformément à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités indiquées au tableau ci-dessous :

OBJET DE LA PENALITE	PENALITES DE RETARD (Limitées à 10 % du montant du bon de commande)	AUTRES PENALITES (Limitées à 25 % du montant de la prestation concernée)
<b>Non-respect des horaires de présence</b>	100 € HT par demi-heure de retard	
<b>Non-respect du délai de remplacement en cas d'absence d'un employé</b>	100 € HT par demi-heure de retard	
<b>Non-respect du délai de mise à disposition d'un agent en cas d'urgence (art.4.1.1 8°)</b>	150 € HT par demi-heure de retard	
<b>Retard de l'information en cas de changement d'interlocuteur (art.5.1)</b>	50 € HT par jour de retard	
<b>Retard dans les recyclages (art.3.1)</b>	50 € HT par jour de retard et par agent	
<b>Non-respect de la procédure d'agrément</b>		1 500 € HT
<b>Présence d'un employé du titulaire dont l'identité n'a pas été communiqué (et donc agréer) à/par l'acheteur au préalable</b>		500 € HT par constatation
<b>Mention erronée sur le bon d'intervention (faute professionnelle art.4.1.1 6°)</b>		250 € HT par bon d'intervention
<b>Non tenue à jour d'un document retraçant les incidents, la transmission des récapitulatifs des Interventions, la transmission des bilans demandés au CCP,</b>		50 € HT par manquement constaté
<b>Non port du vêtement de travail ou de l'un des insignes décrits au présent document, une attitude agressive</b>		100 € HT par manquement signalé

En cas d'absence ou de refus de se présenter aux réunions de suivi prévues au présent document		300 € HT
En cas d'absence de transmission de pièces prévues au présent CCP		50 € HT par document manquant
Manquement aux éléments du 5.2 -moyen matériels		50 € HT par manquement constaté
Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi		10 % du montant TTC du marché. Ces pénalités seront calculées à la fin du marché sans que cette pénalité ne puisse toutefois excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 13. Garanties

Il sera fait application de l'article 33 du CCAG FCS.

### 14. Assurances

Le titulaire désigné dans l'accord-cadre devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande de l'acheteur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

### 15. Différends

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 46 du CCAG FCS.

La loi française est seule applicable.

Le Tribunal compétent est celui du lieu d'exécution des prestations.

### 16. Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro (€). Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du

Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre N°..... du ..... ayant pour objet ..... »*

*Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCP*

*Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français ».*

## **17. Résiliation de l'accord-cadre**

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS sont applicables au présent l'accord-cadre auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous.

### **17.1 Résiliation pour faute**

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 41 du CCAG FCS.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

### **17.2 Résiliation pour motif d'intérêt général**

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial hors TVA de l'accord-cadre, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

## **18. Clauses techniques communes aux deux lots**

### **18.1 Détail des prestations par poste**

#### **18.1.1 Poste 1 : Prestations de sécurité mobile par interventions sur déclenchement d'alarmes**

La mission de surveillance consiste à :

1. Intervenir lors des déclenchements d'alarmes dans les meilleurs délais. Le prestataire ne reçoit pas directement l'alarme. Il est averti de ce déclenchement par la société prestataire du marché de télésurveillance de l'UTLN, téléphoniquement et par fax ou par mail ;
2. Détecter l'origine du déclenchement ;
3. Effectuer les levées de doute et prévenir immédiatement et téléphoniquement les services et personnes concernées : en tout état de cause, l'agent de permanence ;

*Nota* : il est nécessaire que les agents de la société de gardiennage effectuent une ronde générale autour du bâtiment ou du secteur concerné après la levée de doute, notamment pour vérifier que tous les ouvrants donnant sur l'extérieur sont correctement fermés ;

4. Procéder aux actions de sauvegarde du site, notamment effectuer tous les actes techniques nécessaires sur le lieu du déclenchement de l'alarme (coupure du réseau, neutralisation des systèmes, information des services compétents, etc.) ;
5. Continuer à assurer la protection du site jusqu'à ce que le relais soit assuré par les autorités compétentes ;
6. Laisser un bon d'intervention détaillé de l'action menée et du lieu concerné, par voie électronique. Le double devra être joint à la facture. Toute indication erronée sera considérée comme une faute professionnelle ;
7. Envoyer à la fin de l'intervention, par mail, le motif, l'horaire, la localisation et le résultat de l'intervention, au responsable du Pôle Sécurité / Sûreté et Logistique de la DPST ;
8. Avant le 5 de chaque mois, transmettre par courrier ou par mail, un récapitulatif des interventions au responsable du Pôle Logistique et Sécurité.
9. Le titulaire contractant du présent marché assurera également un rôle de conseil et d'assistance auprès des responsables de la sécurité de l'UTLN dans le cadre de la préparation des documents nécessaires à la visite de la commission de sécurité.

### **Hierarchisation des déclenchements d'alarmes**

- Déclenchement intempestif (accidentel) : régler immédiatement et, si possible seul, le problème (coupure du réseau, de l'alarme, etc.) ;
- Déclenchement à la suite d'une intrusion (effraction, cambriolage...) :
  - Informer immédiatement et dans l'ordre : l'agent de permanence, le responsable du Pôle Sécurité / Sûreté et Logistique, les services de Police Nationale ;
  - Accueillir et diriger l'arrivée des services de Police ou du responsable de la sécurité pour l'UTLN ou de l'agent d'intervention.
- Déclenchement à la suite d'un problème technique en dehors des heures d'ouverture au public :
  - Si nécessaire informer immédiatement les services compétents (Sapeurs-pompiers, EDF, etc.) puis l'agent de permanence ainsi que le responsable désigné par l'université (directeur du patrimoine et des services techniques, responsable du pôle logistiques et sécurité, etc.).
  - Accueillir et orienter les personnels compétents.

### **Délais d'intervention**

L'intervenant devra rallier le site concerné dans le meilleur délai possible faisant suite au déclenchement d'alarme. Le ou les agents devront consigner chaque déclenchement dans un carnet établi à cet effet.

#### **18.1.2 Poste 2 : Les rondes**

Les rondes sont demandées par la DPST. Les objectifs essentiels sont la dissuasion et la prévention des risques.



Il s'agit d'un contrôle physique en extérieur ou intérieur. Les rondes de surveillance peuvent être mise en place à intervalles réguliers ou ponctuellement pour accentuer la sécurité du site en raison d'un contexte général ou d'un risque spécifique (livraison de matériaux, chantier en cours, dégradations répétitives sur un site ou un bâtiment, etc.).

Ces missions de surveillance par agents itinérants devront être sur mesure et s'adapter à nos besoins. Elles seront demandées par rapport à un temps de présence personnalisé qui peut aller d'une heure à quelques heures.

Les rondes seront :

- Soit extérieures, autour du site ou autour de quelques bâtiments et dans ce cas, elles se feront la plupart du temps en voiture ;
- Soit intérieures à un bâtiment. Une mission d'ouverture et de fermeture à horaires prédéfinis pourra alors être éventuellement demandée. Le rondier pourra être amené à s'assurer du bon état des ouvrants et bâtiments ainsi que de la présence de certains matériels.

La présente description n'est pas exhaustive. Le titulaire s'engage à accepter les modalités intégrées par l'UTLN lors de l'exécution du marché tant qu'elles restent dans l'objet du marché.

### **Véhicule**

L'agent de sécurité pourra effectuer sa ronde à pied ou utiliser un véhicule. Il utilisera alors soit un véhicule de l'UTLN mis à disposition du ou des personnels du prestataire, soit d'un véhicule fourni par le prestataire lui-même. En règle générale, l'université aura plus de facilité pour mettre un véhicule à disposition en période de week-end et de jours fériés et pendant les périodes de fermeture des sites.

Tout véhicule fourni par l'université portera la signalétique « sécurité ».

Lorsque le véhicule est fourni par l'université, seules sont facturées les heures de présence du ou des agents sur le site concerné.

Lorsque le ou les véhicules sont fournis par le prestataire, seule donnera lieu à facturation, l'utilisation du ou des véhicules à l'intérieur du campus universitaire (quel que soit le site) et non le trajet des agents du prestataire pour se rendre sur leur lieu de travail.

#### **18.1.3 Poste 3 : Surveillance occasionnelle**

Les prestations doivent permettre d'assurer la surveillance des biens et des personnes, de prévenir, intervenir et contrôler toute action suspecte sur le site et secourir tout individu en difficulté.

À la demande de l'UTLN, le titulaire devra être en mesure de mettre à disposition un ou plusieurs agents de sécurité qualifiés / agents d'encadrement de manifestations événementielles, pour assurer une surveillance :

- Lors de manifestations diverses (délai d'information préalable donné par l'université à minimum 5 jours ouvrables). L'agent qualifié devra alors être équipé d'un compteur manuel des personnes pour contrôler l'accessibilité aux locaux ;
- En fonction de tout événement ou dans un contexte réclamant une présence accrue

d'agents CQP et/ou SSIAP. S'il y a urgence mettant en cause la sécurité des biens et/ou des personnes, la société devra alors être en mesure de fournir un ou plusieurs agents, dans un délai maximum d'une heure, sur le campus La Garde / La Valette, sur le campus de Draguignan ou sur le Campus de Saint Raphaël.

Les candidats expliqueront dans cadre de réponse obligatoire les mesures qu'ils comptent prendre pour satisfaire à cette demande dans les délais d'urgence indiqués.

Lorsque des rondes seront effectuées dans le cadre des prestations de surveillance occasionnelle, le prestataire devra mettre en place un système de contrôle des passages de ses agents.

#### 18.1.4 Poste 4 : Mise à disposition d'agents sur une longue durée

La mise à disposition par le prestataire d'agents permanents TFP APS / SSIAP sur une longue période (plusieurs mois ou une année renouvelable) intervient :

- Pour pallier le manque de personnels en interne ;
- Lorsque des circonstances ou le contexte imposent un renforcement de la sécurité (nouvelles contraintes, nouveaux bâtiments, contexte sécuritaire dégradé...etc.) ;

Le besoin pourra donc être de 24h/24 et de 7j/7.

L'ensemble des agents permanents auront pour missions générales de :

- Prévenir et analyser les risques d'incendie ;
- Assister les personnes en détresse ;
- Contrôler et surveiller l'accès aux équipements ainsi que la circulation des personnes ;
- Contrôler, effectuer l'entretien élémentaire ainsi que la vérification des installations et équipements de sécurité incendie ;
- S'assurer de la bonne observation par les personnels et les usagers des consignes et procédures générales de sécurité et de sûreté ;
- Sensibiliser les occupants aux règles de sécurité et aux procédures d'urgence ;
- Effectuer les interventions de première urgence en matière d'hygiène et de sécurité ;
- Effectuer des rondes de sûreté pour prévenir les actes de malveillance et les intrusions
- Organiser et superviser les évacuations des zones à risque en cas de danger en liaison avec l'agent d'astreinte ;
- Transmettre l'alerte et les informations, selon une procédure définie, et guider les secours et services d'intervention extérieurs ;
- Tenir à jour la « main courante » et en garder les archives pendant toute la durée du marché.
- Formation des autres personnels (Nouveaux arrivants, stagiaires en filière professionnelle...)
- Effectuer la ronde de fermeture des locaux, vérifier et sécuriser les accès, éteindre les lumières inutiles et activer les alarmes

Lorsque des rondes seront effectuées dans le cadre des prestations de surveillance permanente, le prestataire devra mettre en place un système de contrôle des passages de ses agents.

## **19. Dérogations aux documents généraux**

Il est dérogé :

- À l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article *Pièces constitutives*
- À l'article 10.2.4 du CCAG FCS par l'article *Variation des prix*
- À l'article 13.1.1 du CCAG FCS par l'article *Durée de l'accord-cadre*
- À l'article 14 du CCAG FCS par l'article *Pénalités et primes*
- À l'article 3.7 du CCAG FCS par l'article *Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande*